

FRANCE-HONDURAS - *Libération* appuie le Pinochet du Honduras

Thierry Deronne

mercredi 15 juillet 2009, mis en ligne par [Thierry Deronne](#)

Le 30 juin, *Libération* publie un article d'anthologie qui s'interroge : « Y a-t-il eu un véritable coup d'État militaire au Honduras ? ». On se le demande...

En tout cas, la responsabilité de cet hypothétique coup d'État doit être imputée au président destitué. C'est ce qu'indique le titre de l'article : « Manuel Zelaya, le putsch au crime ». C'est ce que confirme son sous-titre : « Le président, destitué dimanche, avait scellé son sort en violant la Constitution ». Bref, *Libération* épouse la thèse de l'opposition et des militaires, sans fournir le moindre élément d'appréciation sur ce prétendu « viol », sur la nature de la procédure prévue par le président et sur ses motifs, y compris juridiques. En tout cas, la titraille a « scellé le sort » de Zelaya. L'article s'efforce en outre d'expliquer que, coup d'État ou pas, Zelaya a bien cherché ce qui lui arrive. Avec sa « tentative d'organiser (...) un référendum pour lui permettre de se représenter à la présidence », [ce qui est faux](#)... Le président « a incontestablement joué avec le feu », déclare M. Thomas, pompier de circonstance et auteur de l'article. Et M. Thomas de rappeler, à propos de « son programme sécuritaire et économique ambitieux » que « le président démis n'a par ailleurs pas convaincu ». On appréciera le « par ailleurs », en se demandant qui n'a pas été convaincu. Reste une question à aborder : « Quel rôle a joué Chávez dans la radicalisation au Honduras ? ». Et une réponse à apporter : « Hugo Chávez a conforté Manuel Zelaya dans sa volonté de perdurer à la présidence. » Autrement dit, un autre « putsch au crime ». Ainsi, non seulement il était impossible, même en croisant les sources françaises, de saisir la nature et le sens du conflit, sanctionné par un coup d'État, mais les médias français ont précieusement gardé pour eux les clés pour comprendre

Dans son article du 6 juillet *Libération* attaque scandaleusement le président victime du coup d'État : « Homme de droite qui a dérivé vers un populisme nationaliste inspiré du modèle autocratique de Hugo Chávez (sic), Manuel Zelaya était au pouvoir depuis 2006. Il a été renversé par l'armée et les principaux corps constitués du pays pour avoir tenté d'organiser un référendum lui permettant de briguer un second mandat présidentiel, démarche déclarée illégale par la Cour suprême. »

Les pseudo-journalistes comme Gérard Thomas, en bons élèves de la langue de bois contre l'Alba (= anti-Chavez) que pratiquent CNN, Reuters, *El País* ou les brutes formées à l'École des Amériques, cachent au lecteur que :

- il ne s'agissait pas d'un référendum, mais d'une simple consultation sans aucune portée contraignante, s'appuyant sur 400 000 signatures, et en pleine conformité avec l'article 2 de la Constitution ;
- dans l'hypothèse où le « oui » aurait été majoritaire, un référendum sur la convocation d'une assemblée constituante aurait pu avoir lieu le 29 novembre EN MÊME TEMPS que l'élection présidentielle prévue à cette date ;
- par définition, Zelaya n'aurait donc pas pu se représenter puisque les scrutins auront lieu dans le cadre de l'actuelle Constitution ;
- réduire une réforme constitutionnelle à la possibilité de réélection du président sortant est voir les choses par le très petit bout de la lorgnette. L'exemple des réformes constitutionnelles dans la région montre qu'il s'agit de tout autre chose : permettre des transformations sociales en profondeur.



D'autres articles

- Papier de Maurice Lemoine, rédacteur en chef du *Monde diplomatique* qui rétablit la vérité sur le prétendu *référendum* : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-07-01-Honduras>.

- Article d'Henri Maler pour ACRIMED, <http://www.acrimed.org/article3178.html>

Texte rédigé avec l'aide de Mémoire des Luttés (France) et du collectif 13 avril (Belgique).